



Limore Yagil, *Chrétiens et Juifs sous Vichy (1940-1944). Sauvetage et désobéissance civile*, préface de Yehuda Bauer, Paris, Éditions du Cerf, collection « Histoire », 2005, 765 p., annexes comportant des tableaux récapitulatifs des sauveteurs par régions et par départements, bibliographie, index des noms propres et des noms de lieux, 59 €

Sylvie Bernay

DANS **ARCHIVES JUIVES** 2006/1 Vol. 39 , PAGES III À III
ÉDITIONS **LES BELLES LETTRES**

ISSN 0003-9837

ISBN 2251694218

DOI 10.3917/aj.391.0148c

Date de mise en ligne : 01/11/2006

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-archives-juives1-2006-1-page-III?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Les Belles lettres.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LECTURES

Nora Şeni, *Les Inventeurs de la philanthropie juive*, Paris, Éditions de La Martinière, 2005, 202 p., bibliographie, index des noms de personnes, 17 €.

Cet essai porte un titre plus général que son objet, en l'occurrence l'action philanthropique déployée auprès des Juifs d'Orient entre 1840 et 1860 par trois personnalités éminentes du judaïsme d'Europe occidentale : les banquiers James de Rothschild et Moses Montefiore, l'avocat et homme politique Adolphe Crémieux, secondés par une poignée de jeunes orientalistes juifs. C'est donc par le biais biographique et à partir de la littérature scientifique existante que l'auteur, connu pour son excellente étude sur les Camondo, s'est proposé de réfléchir à l'émergence de la « philanthropie individuelle » dans les élites juives du milieu du XIX^e siècle. Résumons le propos tel qu'on peut le reconstituer au fil d'un développement agencé d'une manière parfois surprenante.

L'étude démarre en 1840, lorsque les trois grands notables de la finance et de la politique déjà cités s'octroient un « droit d'ingérence » en quelque sorte dans les affaires égyptiennes et ottomanes en se portant publiquement au secours des Juifs de Damas, accusés de meurtre rituel sur la personne d'un moine catholique. Venus sur place plaider la cause de la Raison et de l'Humanité, ils ne vont plus cesser dès lors de répandre leurs bienfaits sur leurs coreligionnaires orientaux dont l'état misérable les a navrés, avec l'aide

et les conseils des jeunes savants orientalistes Salomon Munk, Albert Cohn et Louis Loewe, dont ils se sont entourés. Ainsi l'« affaire de Damas » serait-elle l'acte de naissance dans le monde juif de la « philanthropie individuelle », comportement moderne issu des Lumières et n'ayant rien à voir, selon l'auteur, avec le devoir religieux de l'antique *tsedaka*.

À chacun des bienfaiteurs son style : Montefiore cherche plutôt à pousser les Juifs d'Orient, trop dépendants à ses yeux, du système dégradant de la *halouqa*, vers des activités productives et à subvenir ainsi à leurs besoins ; c'est sur le terrain scolaire que préfère agir James de Rothschild au risque de s'attirer les foudres de l'orthodoxie rabbinique ; quant à Crémieux, pourfendeur des lois et des jugements iniques, il se fait leur avocat auprès de l'opinion publique. Ces directions d'action différentes n'empêchent nullement les rivalités entre nos philanthropes soucieux de leur gloire personnelle comme des intérêts de leurs gouvernements respectifs. D'où une surenchère dont les Juifs de Palestine profitent tout particulièrement, mais Nora Şeni a bien raison, contrairement à Michaël Graetz naguère, de ne pas voir dans cette mobilisation philanthropique pour la Palestine juive une sorte de prénationalisme annonçant le sionisme.

Fort justement encore, cette action philanthropique lui paraît surtout investie d'une fonction de marqueur social pour la haute bourgeoisie juive

occidentale, au même titre que la pratique du mécénat, de la collection d'art ou que le choix de l'habitat ; elle contribue à l'affirmation de la prééminence de ces notables sur les instances dirigeantes de leurs communautés, avant que ceux-ci ne transfèrent – autour de 1860, date de la création de l'Alliance israélite universelle – à des institutions *ad hoc* ce rôle caritatif. S'ouvrirait alors l'ère de la « philanthropie institutionnelle ».

Reste que plusieurs points n'emporent pas la conviction. On s'étonne d'abord de voir l'analyse de la « philanthropie individuelle » juive au XIX^e siècle fondée sur le seul critère des secours dispensés aux Juifs d'Orient alors que ceux-ci ne représentent qu'une part secondaire voire marginale dans les œuvres de la haute bourgeoisie juive, bien davantage occupée, depuis les années 1820 au moins, à « régénérer » leurs coreligionnaires des nations occidentales et à prouver son intégration en soutenant nombre de bonnes œuvres chrétiennes. Et les femmes, ignorées dans cette étude, y tiennent déjà leur part. On observera ensuite que l'opposition radicale faite par l'auteur entre philanthropie et *tsedaka* est un postulat qu'aucune démonstration ne vient étayer et que nous serions portés à nuancer sachant, par exemple, la foi et l'observance de M. Montefiore. De même le distinguo radical fait entre les deux âges de la philanthropie, d'abord individuelle puis institutionnelle, apparaît-il forcé si l'on songe au rôle primordial des notables à la tête des institutions philanthropiques et à la coexistence des deux modalités de

l'action caritative dans la deuxième moitié du siècle.

Au total, un essai qui séduira le grand public, amateur de portraits et d'anecdotes dont l'ouvrage fourmille, mais qui laissera sur leur faim les spécialistes, heureux pourtant de disposer d'une étude sur le terrain encore trop peu exploré de la bienfaisance israélite.

C. N.



Jean-Pierre Azéma (dir), *Vivre et survivre dans le Marais. Au cœur de Paris du Moyen-Âge à nos jours*, préface de Bertrand Delanoë, Paris, Éditions Le manuscrit, 2005, plans, illustrations, 541 p., 25,90 €.

Cet ouvrage nous procure une fort instructive promenade à travers les rues du quartier et son histoire, corrélée pour chaque époque à celle de Paris, qui l'englobe. Plusieurs chapitres y sont consacrés à l'implantation de Juifs dans le Marais, devenue de nos jours emblématique et sujette à de mythiques déformations ; les mises au point fournies dans ce volume sont donc bienvenues.

Qu'y trouve-t-on concernant notre domaine ? Boris Bove présente une synthèse claire et bien informée des connaissances actuelles sur la période médiévale, assortie d'une réflexion sur l'arrière-plan économique et surtout religieux du « miracle des Billettes », accusation de profanation d'hostie dont les récits connurent jusqu'en plein XX^e siècle une extraordinaire fortune ; sa compréhension gagne à être replacée comme le fait l'auteur dans le temps long de la doctrine

catholique de la présence réelle du Christ dans l'eucharistie. Après un flash d'une demi-page sur la période révolutionnaire et impériale, l'ouvrage fait l'impasse sur la réinstallation d'une population juive dans le Marais du XIX^e siècle, pourtant illustrée par plusieurs synagogues dont celle de la rue des Tournelles, jouxtant la place des Vosges, alors une des grandes synagogues consistoriales de Paris.

La persécution des immigrés yiddishophones du quartier au temps de l'Occupation occupe dans l'ouvrage une place importante et plusieurs mises en perspective encadrent cette histoire. Marie-Claude Blanc-Chaléard, brochant un tableau de la présence des étrangers, nous permet d'y situer l'histoire de l'immigration juive. Aline Benain tente une définition d'un espace yiddishophone parisien depuis 1880, abusivement aujourd'hui réduit à sa localisation dans le Marais sous le terme *Pletzl*, réalité en fait fluide et volatile. André Kaspi présente l'antisémitisme de l'entre-deux-guerres qui a fait le lit des persécutions, Jean-Pierre Azéma la politique antisémite nazie et vichyste. Jean Laloum étudie minutieusement la situation des familles juives du Marais, l'aryanisation de leurs biens, la misère, les déportations, Yankel Fijalkow et Françoise Janin la démolition de l'« îlot 16 », massivement habité par des Juifs. Anne Grynberg enfin évoque l'après-guerre, le retour de quelques-uns des déportés, la difficile récupération des logements et des outils de travail aryanisés, la réinsertion dans la société française de cette population traumatisée, sa fidélité identitaire et mémorielle au

quartier ; jusqu'à l'arrivée des Juifs maghrébins dans les années soixante.

Regrettons que la mauvaise qualité technique des illustrations, par ailleurs nombreuses et soigneusement choisies, gâche un peu la lecture de cet attachant volume.

Monique Lévy



Limore Yagil, *Chrétiens et Juifs sous Vichy (1940-1944). Sauvetage et désobéissance civile*, préface de Yehuda Bauer, Paris, Éditions du Cerf, collection « Histoire », 2005, 765 p., annexes comportant des tableaux récapitulatifs des sauveteurs par régions et par départements, bibliographie, index des noms propres et des noms de lieux, 59 €.

L'ouvrage de Limore Yagil se veut une approche à la fois globale et régionale du sauvetage des Juifs en France pendant l'Occupation. Il faut reconnaître que c'est une entreprise difficile, comme le souligne l'auteur lui-même à plusieurs reprises. Le travail s'appuie essentiellement sur les archives des Justes français de Yad Vashem, sur certains fonds des Archives nationales, notamment les comptes-rendus des procès des hauts fonctionnaires et des membres du gouvernement de Vichy, et les rapports des préfets pendant l'Occupation. Il faut souligner la remarquable bibliographie, surtout en ce qui concerne les monographies régionales et départementales. Le livre s'articule autour de deux parties. La première présente sous la forme d'une étude générale le contexte de la défaite après la campagne de France, la mise en place du régime de Vichy et de la

politique antisémite de l'État français. La seconde brosse différentes esquisses régionales de sauvetage, réparties entre les trois zones, la zone libre, la zone occupée et la zone interdite.

Limore Yagil s'applique à définir le concept de désobéissance civile en remarquant au préalable que 75 % des Juifs en France ont pu échapper à la déportation vers les camps de la mort. Elle rend hommage à la population française et cherche à dresser une typologie des sauveteurs. Elle cible particulièrement certaines catégories sociales, soulignant l'attitude ambiguë de certains hauts fonctionnaires et de certains policiers, valorisant au contraire le courage de médecins, d'assistantes sociales et de certains groupes religieux, notamment des pasteurs, des communautés protestantes, des congrégations religieuses, des curés de paroisse, de certains groupes de chrétiens. Elle souligne enfin le rôle majeur des réseaux de Résistance, par opposition aux mouvements. Elle marque aussi que cette attitude de désobéissance civile a suivi l'exemple d'en haut, notamment de la hiérarchie catholique où l'épiscopat, pourtant très maréchaliste et soucieux de marquer sa déférence envers le pouvoir établi, a encouragé plus ou moins ouvertement les sauvetages. Limore Yagil marque ainsi qu'au-delà des principes de l'obéissance à l'État, la conscience individuelle, éclairée par des principes humanistes et chrétiens, a permis un vaste élan d'hospitalité et de bienfaisance envers les Juifs pourchassés.

Toutefois la démonstration manque souvent de rigueur. S'il faut souligner la pertinence de l'approche géogra-

phique de la seconde partie, celle-ci comporte des inexactitudes. Les découpages régionaux, parfois arbitraires, ne prennent pas clairement en compte la répartition des Juifs dans ces espaces, ainsi que les étapes de leurs migrations dans le territoire français en fonction des péripéties de la guerre ou même de la présence des camps d'internement. De même, on peut reprocher au livre de ne pas marquer rigoureusement la chronologie des faits. En outre l'auteur a curieusement tendance à atténuer grandement le rôle de Vichy dans l'élaboration des lois antijuives et à occulter sa part de responsabilité dans les rafles de l'été 1942. Et même, à trop souligner l'attitude ambiguë de certains hauts fonctionnaires, on finirait par croire qu'ils ont tous contribué à aider les Juifs. Enfin, les études régionales ont tendance à figer les sauveteurs (non-juifs) et les sauvés (juifs), sans marquer suffisamment la collaboration étonnante entre la Résistance juive, les Juifs eux-mêmes, et la population civile française. Au total une étude qui inspire des réserves, parfois sérieuses.

Sylvie Bernay



Giovanni Miccoli, *Les Dilemmes et les silences de Pie XII. Vatican, Seconde Guerre mondiale et Shoah*, traduction en français, Complexe, Coll. IHTP/CNRS, 2005, Bruxelles, de l'ouvrage italien publié par Rizzoli, 2000, Milan.

Le titre semble un caprice d'éditeur tant le cas de Pie XII est peu traité

dans l'ouvrage. Le sous-titre contient en fait le vrai sujet du livre : *Vatican, Seconde Guerre mondiale et Shoah*. Convaincu que pour comprendre l'attitude du pape, il faut partir de loin dans le temps et dans l'espace, Giovanni Miccoli divise sa recherche en cinq parties de cent pages chacune sans division en chapitres, lourdeur qui handicape malheureusement la lecture. Les difficultés du Saint-Siège à élaborer une ligne politique pendant la guerre et ses hésitations entre « paroles et silences » servent de ligne de force à la première partie ; la seconde est consacrée au catholicisme allemand face au national-socialisme ; la troisième traite du Vatican et du péril communiste ; la quatrième du Vatican et de l'occupation de Rome par les Allemands, pour finir avec une réflexion sur le Saint-Siège et l'opinion catholique face à l'antisémitisme et aux lois raciales.

L'ensemble forme une démonstration au service d'une idée centrale : Le Saint-Siège était si conditionné par sa tradition séculaire, « idéologique et diplomatique », qu'il n'a pas mesuré la dimension exceptionnelle de ce qui se jouait. Le Vatican crut « une fois de plus pouvoir recourir au schéma classique en invitant les catholiques à accomplir leur devoir pour la patrie fut-elle fasciste, nazie ou autre ; tandis que le pape en tant que « père de tous » ne pouvait prendre parti pour l'un des ses « fils » en lutte, mais uniquement souhaiter et œuvrer pour la fin des hostilités » (p. 426). Le choix entre les deux camps était impossible ; cela aurait été se couper de l'Allemagne et ruiner les chances de négociation

entre le Reich et les Alliés. Pie XII a cru à son rôle international de pontife et à sa capacité de faire finir cette guerre dont il a dénoncé les erreurs et les horreurs, mais de façon trop générale.

Pour ce qui est du massacre des Juifs, le Vatican était handicapé pour en prendre la vraie mesure par une tradition séculaire d'antijudaïsme confinant souvent à l'antisémitisme. Le Saint-Siège savait, il n'y a plus aucun doute grâce à la documentation aujourd'hui accessible, mais la théologie catholique faisait barrage à une dénonciation forte. Miccoli montre, d'un point de vue théologique, que, pour l'Église, les Juifs devaient être cantonnés dans la société grâce à une forme de statut social. Il en découle la persistance, jusqu'au début des années quarante, au sein même du Vatican, « d'attitudes qui reconnaissaient en principe la légitimité d'une législation spéciale à l'égard des Juifs ». L'exclusion est légitimée par le Saint-Siège qui ne donne que des recommandations d'humanité et de justice, sans jamais remettre en cause l'existence de lois d'exception. Pourquoi ? Parce que les Juifs sont à l'origine de la chute du monde ancien où l'Église régnait en toute puissance. Le « projet juif d'éliminer toute présence et toute influence chrétienne dans la société afin d'asseoir sa propre domination sur le monde : maçonnerie, Révolution française, libéralisme, laïcisme, socialisme » (p. 283) a remplacé l'ordre chrétien, la civilisation qu'il avait modelée. Museler les Juifs et les communistes était faire œuvre utile et, explique Miccoli, « La rareté pour ne pas dire

l'absence presque totale de déclarations publiques dissidentes de la part de l'Église sur la politique antijuive et la propagande antisémite du gouvernement et du parti ne pouvait que conforter Hitler et les dirigeants nazis dans l'idée qu'aucune opposition sérieuse n'était à craindre [...] » (p. 302).

Parmi de nombreuses questions soulevées sous un angle neuf, souvent théologique, une des plus stimulantes et qui ne saurait être éludée est celle qui concerne le « silence gardé sur tous les événements antérieurs à la Shoah, les lois spéciales, les persécutions, les discriminations, les attaques que subirent les Juifs européens dans les années trente » (p. 329). Du fait même de ce

mutisme général, l'étude concernant les positions de Pie XI, conscient du danger que représentait le III^e Reich et qui se plaça dans une perspective croissante de rupture, contre l'avis des membres de la Secrétairerie d'État et de certains membres de la Curie romaine, est éclairante. Le choix d'abandonner cette politique en vue d'une recherche permanente de compromis et d'une baisse des tensions fut celui du seul Pie XII qui négocia ainsi, consciemment, un tournant décisif en rupture avec la ligne courageuse de son prédécesseur qui, lui, avait osé se détacher de la tradition séculaire.

Catherine Poujol

